

APPEL A MOBILISATION POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

4 octobre - 80^{ème} anniversaire

Aujourd'hui, le débat public instauré par le gouvernement et organisé dans les médias vise à développer l'idée selon laquelle les dépenses prises en charge de façon solidaire par la Sécurité sociale sont financièrement insupportables et seraient la cause de la dette et même de la faillite de la France.

La baisse des dépenses publiques y est défendue comme un principe indiscutable et le manque de recettes justifié par la soi-disant nécessaire baisse des « charges » et des impôts. Il s'agit, en fait, de légitimer par avance les pires budgets austéritaires annoncés pour 2026.

Nous n'aurions plus les moyens d'assurer une vie digne à chacune et chacun dans la 6^{ème} puissance économique mondiale !

Depuis des années, les gouvernements martèlent que leur auto-proclamée volonté de « retour à l'équilibre » doit passer par des économies par milliards sur le dos de la Sécurité sociale. Elles dégradent nos retraites, notre accès à une santé de qualité. En réalité, c'est d'un manque de ressources dont souffre notre Sécurité sociale. Les allègements et suppressions de cotisations sociales qui sont de moins en moins compensés assèchent son financement. Le sous-financement systémique de la Sécurité sociale et du service public de santé renforcent les inégalités et les injustices sociales.

De plus, les réformes de la protection sociale complémentaire santé organisent l'essor des assurances. La marchandisation et la financiarisation de notre système de soins mettent en danger la santé de tous pour le profit de quelques-uns.

Le principe solidaire de la cotisation sociale est ainsi renié !

Confrontés à nos mobilisations, les gouvernements successifs ont dû lâcher du lest l'an dernier. Ils ont dû reculer notamment sur leur projet de gel d'augmentation des pensions.

NE LÂCHONS RIEN !

Pour notre système de protection sociale et de santé, nous demandons immédiatement :

- l'annulation des suppressions et allègements des cotisations sociales,
- l'élargissement des remboursements, par la Sécurité sociale, des soins prescrits,
- l'accroissement du financement de la Sécurité sociale par les cotisations, notamment par une cotisation des revenus financiers des entreprises.

Nous soutenons et partageons l'appel de la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics aux organisations associatives, syndicales et politiques.

Nous appelons à multiplier les initiatives d'ici au vote des budgets 2026. Nous nous engageons pour une initiative convergente à Paris le 4 octobre, 80^{ème} anniversaire de la première ordonnance créant la Sécurité Sociale et lançons une pétition « La Sécurité Sociale, c'est vital » !

La Sécu c'est vital !

Il faut en finir avec les difficultés d'accès aux soins, les déserts médicaux, les hôpitaux publics en péril, les dépassements d'honoraires, le déremboursement des médicaments, la remise en cause des indemnités journalières, le transfert vers les complémentaires ! Il faut en finir avec le manque de moyens et de personnels dans les EHPAD et les services d'aide à domicile, la retraite à 64 ans, les pensions de plus en plus basses ...

Le développement du privé lucratif dans le champ de la santé et de l'autonomie détruit la Sécurité sociale. La seule issue, c'est le service public !

La sécurité sociale, comme les services publics, est à la fois nécessaire au bien vivre ensemble et à la bonne économie de notre pays. Le 80^{ème} anniversaire de la Sécurité Sociale ne doit pas être l'année de son enterrement, comme le voudraient le gouvernement et le patronat mais au contraire celle d'un nouvel élan.

L'ambition du Conseil National de la Résistance : « *un plan complet de Sécurité Sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État.* », ne doit pas être dénaturée : solidarité, universalité, démocratie.

Un nouvel élan pour la Sécurité Sociale, c'est un haut niveau de protection garantissant l'accès aux soins de toutes et tous, prenant en charge les besoins en autonomie et assurant une retraite dans de bonnes conditions, en lien avec le développement des services publics.

Le but du gouvernement, poussé par le patronat, c'est non seulement d'étrangler financièrement la Sécurité sociale au prétexte d'une dette artificiellement construite mais aussi d'en tuer les principes de solidarité.

Ni capitalisation, ni assurance dépendance obligatoire, ni TVA sociale, ni augmentation de la CSG, etc ... Nous privilégions le financement de la Sécurité Sociale par la cotisation c'est à dire l'affectation d'une partie des richesses produites par le travail à la protection sociale solidaire.

Les moyens financiers existent pour répondre aux besoins. Nous demandons l'accroissement des recettes de la Sécurité sociale par les cotisations, notamment en faisant contribuer les revenus financiers des entreprises.